

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION
N° CFVU-2022-23-IEP-001

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Licence 3e année
Domaine Droit, Économie, Gestion
Mention Administration publique
Parcours type Administration publique
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences de Licence troisième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention « Administration publique ».

I.DISPOSITIONS GENERALES

1. Objectifs de la formation

La licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration publique, parcours type Administration publique, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en Droit, économie, Science politique, Histoire.

2. Accès de plein droit

L'inscription annuelle à la 3e année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration publique, parcours type Administration publique, est ouverte de plein droit en formation initiale et en formation continue aux étudiants titulaires d'un bac + 2. La formation est ouverte à 40 personnes.

3. Autres possibilités d'accès

3.1.Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par le Directeur de Sciences Po Toulouse, sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2.Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

4. Redoublement

Le nombre de réinscriptions est limité à un, et soumis à la décision du responsable pédagogique de la formation.

II.ENSEIGNEMENTS

5. Organisation de la formation

La 3e année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration publique, parcours type Administration publique, est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Chaque semestre comprend 9 unités d'enseignement, totalisant 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

6. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

7. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

7.1.Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

La présence aux travaux dirigés est obligatoire. Toute absence doit être justifiée. Chaque absence non justifiée entraîne le retrait de 1 point sur la moyenne du TD correspondant. 3 absences non justifiées entraînent l'attribution de la note 0/20 au TD correspondant.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

7.2. La présence en travaux dirigés de langue vivante est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

7.3. Les modalités de changement de groupe de TD sont organisées selon les règles et les délais fixés par les scolarités en charge de la formation.

8. Module vie professionnelle et stage

Un stage de découverte professionnelle d'une durée minimum d'une semaine peut être organisé dans le cadre d'une convention. Il ne donne pas lieu à délivrance d'ECTS.

III. MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

9. Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

10. Modalités d'organisation de la première session

10.1. Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés,
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières

10.2. Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

10.3. Examen terminal :

L'examen terminal comporte des épreuves écrites ou orales à la fin de chaque semestre.

Toute absence, justifiée ou injustifiée, à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Dans le cas d'une absence justifiée, les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

11. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

11.1. Pour les étudiants n'ayant pas validé un semestre, il est organisé une session de rattrapage leur permettant de valider les seules unités d'enseignement faisant l'objet d'un contrôle terminal. Au sein de chaque UE non validée, doivent être rattrapées l'ensemble des enseignements ayant fait l'objet d'un contrôle terminal et dans

lesquels l'étudiant a obtenu, lors de la première session, une note inférieure à 10/20. Les notes obtenues en travaux dirigés ne peuvent faire l'objet d'un rattrapage.

11.2. La nature et durée des épreuves de la session de rattrapage sont identiques à celles de la première session d'examen.

12. Bonifications

12.1. Les enseignements des UE 5 et 14 (activités physiques et sportives) et l'enseignement « Préparation aux oraux de concours » de l'UE15 peuvent donner lieu à l'obtention d'une bonification dans la limite de 10 points au semestre 5 et 20 points au semestre 6, lorsque les notes obtenues dans ces enseignements sont supérieures à 10/20. Ces points sont attribués sous la responsabilité des professeurs d'éducation physique et sportive de l'Université pour les UE 5 et UE14 et des enseignants responsables des simulations d'oraux de concours pour les entraînements proposés dans le cadre de l'UE15.

12.2. La bonification est valable uniquement au titre de l'année universitaire en cours.

IV. VALIDATION ET ADMISSION

13. Condition de validation des unités d'enseignement (UE) et des semestres

13.1. Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité d'enseignement est acquise dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (notes d'examen ou notes de contrôle continu). Elle est capitalisable de même que les ECTS correspondants.

► Par compensation :

Les unités d'enseignement dans lesquelles l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne peuvent être validées par compensation entre elles. La compensation est organisée uniquement entre l'ensemble des unités d'enseignements d'un même semestre.

Dans les UE non validées :

- L'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes inférieures à la moyenne obtenue à l'examen terminal.
- L'étudiant conserve obligatoirement les notes obtenues en TD dans les matières prévoyant des travaux dirigés, même si celles-ci sont inférieures à la moyenne.

13.2. Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► Isolément :

Un semestre est acquis si le total des notes obtenues dans l'ensemble des unités d'enseignement qui le composent, y compris les bonifications prévues à l'article 12.1, atteint 300 points sur 600.

La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Cette obtention du semestre est capitalisable, de même que les ECTS correspondants.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs d'une même année universitaire.

13.2 Certification en langue anglaise et validation de l'année

La non présentation de l'étudiant à l'enseignement de certification en langue anglaise est éliminatoire et entraîne l'ajournement automatique de l'étudiant à l'année.

14. Conditions d'attribution d'une mention

14.1. L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

14.2. L'obtention de l'année donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

15. Délivrance du diplôme

15.1. Le Directeur de l'IEP nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation de la Licence d'Administration Publique.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

15.2. Dans la mesure où six semestres ont été validés, le diplôme de Licence d'Administration Publique est acquis. Il donne lieu aux mentions suivantes calculées uniquement à partir des notes des semestres 5 et 6:

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

16. Modification du présent arrêté

Toute modification au présent arrêté doit faire l'objet d'une demande déposée au plus tard deux mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire



Hugues KENFACK

Licence Droit, Économie, Gestion Mention Administration publique - parcours type Administration Publique, 3^{ème} Année

	Unités	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation CM	Modalités d'évaluation TD	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Semestre 5											
Compétences disciplinaires	UE1 Droit	Droit constitutionnel (cours)	Obligatoire	4	30		Contrôle terminal - Ecrit de 3h		80		
		Institutions administratives	Obligatoire	1	12		Contrôle terminal - Ecrit de 1h		20		
		Institutions judiciaires	Obligatoire	1	12		Contrôle terminal - Ecrit de 1h		20		
		Droit administratif 1 (cours)	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Ecrit de 3h		60		
	UE2 Economie et finances	Economie 1 (cours)	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Ecrit de 2h		60		
		Finances publiques 1 (cours)	Obligatoire	3	21	-	Contrôle terminal - Oral		60		
	UE3 Sciences humaines et sociales	Questions sociales 1 (cours)	Obligatoire	2	15		Contrôle terminal - Ecrit de 1h30		40		
		Histoire contemporaine (cours)	Obligatoire	4	30		Contrôle terminal - Ecrit de 3h		80		
	UE4 Culture générale	Culture générale et revue d'actualité 1	Libre		9	-					

	UE5 Sport	Activité sportive	Libre				Bonification				
Compétences techniques	UE6 Objectif concours (TD)	Note de synthèse	Obligatoire	1	-	6	-	Contrôle continu		20	
		Cas pratique opérationnel	Obligatoire	1	-	6		Contrôle continu		20	
	UE7 Droit (TD)	Droit constitutionnel (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle continu		20	
		Droit administratif (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle continu		20	
	UE8 Sciences économiques, humaines et sociales (TD)	Economie (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle continu		20	
		Questions sociales (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle continu		20	
		Histoire contemporaine (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle continu		20	
Compétences linguistiques	UE9 Langues	Anglais	Obligatoire	2		18		Contrôle continu		40	
TOTAL semestre 5				30	171	90			420	180	600
Semestre 6											
Compétences disciplinaires	UE10 Droit	Droit de la fonction publique	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Ecrit de 2h		60		
		Droit administratif 2 (cours)	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Ecrit de 3h		60		
		Institutions européennes (cours)	Obligatoire	4	24		Contrôle terminal - Ecrit de 3h		80		

	UE11 Economie et finances	Economie 2 (cours)	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Ecrit de 2h		60		
		Finances publiques 2 (cours)	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Oral		60		
	UE12 Sciences humaines et sociales	Questions sociales 2 (cours)	Obligatoire	2	15		Contrôle terminal - Ecrit de 1h30		40		
		Science politique (cours)	Obligatoire	3	21		Contrôle terminal - Oral		60		
	UE13 Culture générale	Culture générale et revue d'actualité 2	Libre		9						
	UE14 Sport	Activité sportive	Libre				Bonification				
Compétences techniques	UE15 Objectif concours (TD)	Note de synthèse	Obligatoire	1	-	3		Contrôle Continu		20	
		Cas pratique opérationnel	Obligatoire	1	-	3		Contrôle continu		20	
		Préparation aux oraux de concours	Libre		3	1	Bonification				
	UE16 Droit (TD)	Droit administratif (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle Continu		20	
		Institutions européennes (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle Continu		20	
	UE17 Sciences économiques, humaines et sociales (TD)	Economie (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle Continu		20	
		Science politique (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle Continu		20	

		Questions sociales (TD)	Obligatoire	1		12		Contrôle Continu		20	
Compétences linguistiques	UE18 Langues	Anglais	Obligatoire	2		18		Contrôle Continu		40	
		Certification anglais	Obligatoire					Présence			
TOTAL semestre 6				30	156	85			420	180	600

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION

N° CFVU-2022-23-IEP-002

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master 1^{ère} année Droit, Économie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours type Conseil et Expertise en Action Publique
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master première année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention science politique Parcours « Conseil et expertise en action publique ».

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

La première année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type « Conseil et Expertise en Action publique » est une formation universitaire en deux ans permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques de haut niveau aux métiers de l'action publique pris dans une acception large, qu'ils soient exercés dans l'encadrement supérieur des administrations publiques, ou dans celui de structures privées impliquées dans la production et la gestion des politiques publiques ou dans l'expertise, de conseil stratégique, de portage de projets et la communication d'influence au sein de cabinets de consultants spécialisés dans l'aide à la décision publique. Il s'appuie notamment sur des enseignements professionnalisants visant à transmettre des compétences spécifiques sur le domaine visé par la formation.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1. L'inscription annuelle à la première année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Science Politique, parcours type Conseil et expertise en action publique, est ouverte en formation initiale et continue.

2.2. Ont vocation à être admis en première année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type Conseil et expertise en action publique, les étudiants ayant validé 180 ECTS, titulaires d'une licence de science politique, d'un diplôme français ou international jugé équivalent, ainsi que les étudiants titulaires de la 3^{ème} année du diplôme des Instituts d'Etudes Politiques.

2.3. Dans tous les cas la sélection en vue de l'admission en Master 1 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains prérequis.

2.4. L'admission est prononcée par le chef d'établissement sur proposition de la direction de la formation.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

Le redoublement est accordé à titre exceptionnel. Il est soumis à la décision du directeur d'établissement, sur proposition du responsable de la formation, désigné par le directeur de l'établissement.

ARTICLE 5. Césure

5.1. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un étudiant, inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la **suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur**)

5.2. Ses modalités sont définies par la délibération n° 110322-5 du 11 mars 2022 du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et présentées sur le site Internet de l'établissement : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/presentation-des-modalites-de-la-cesure--644352.kjsp>

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1. La première année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type Conseil et expertise en action publique est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) comprenant un ou des éléments constitutifs (EC) communément organisés sous forme d'enseignements et donnant droit à des crédits (ECTS). Chaque semestre comprend 3 unités d'enseignement et totalise 30 crédits Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

6.2. Le master est assuré en présentiel ou à distance. Dans ce dernier cas, les EC sont assurés via une plateforme en ligne dédiée.

ARTICLE 7. Obligation d'assiduité

7.1 L'assiduité est obligatoire. Toute absence dans un enseignement doit être justifiée. La justification s'effectue auprès de la Scolarité deux semaines au plus tard après la période d'absence. Au-delà de ce délais, l'absence est considérée comme injustifiée. Les justificatifs d'absence doivent également parvenir à l'enseignant/e lors de la séance qui suit l'absence.

7. 2 Au-delà d'une absence par enseignement, toute absence injustifiée est sanctionnée par le retrait d'1 point sur la moyenne de l'EC, effectué par l'enseignant/e concerné/e.

7. 3 Sous réserve de présentation des justificatifs appropriés, l'absence peut notamment être justifiée pour les motifs suivants : raison médicale attestée par un certificat médical ou d'hospitalisation, participation aux tests et concours en rapport avec la scolarité d'un étudiant certifiée par une attestation de présence, décès survenu dans la famille proche (ascendants, descendants, fratrie...), examen du permis de conduite certifié par une attestation de présence, participation au titre de la représentation étudiante aux instances de l'établissement et de l'Université

fédérale Toulouse - Midi-Pyrénées, entretien pour la recherche d'un stage obligatoire certifié par une attestation de présence, obligations militaires, représentation de l'établissement lors d'un salon, compétition sportive pour les sportif/ve/s de haut niveau, ou pour un cas de force majeur laissé à l'appréciation de la direction du master.

ARTICLE 8. Stage

Les étudiant/e/s peuvent effectuer des stages non crédités en dehors des périodes d'enseignement et d'examens. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 9. Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées par le directeur de l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la première session

10.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un contrôle continu ou par un examen terminal.

10.2. Contrôle continu : Le contrôle continu repose sur un minimum de deux notes pour le semestre. Les épreuves peuvent être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Une moyenne de 0 obtenue au contrôle continu d'un EC est éliminatoire.

10.3 Examen terminal : L'examen terminal est sanctionné par des épreuves écrites. Toute absence à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné. La note 0 est éliminatoire.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

11.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les EC sanctionnés par un examen terminal, qui leur auraient fait défaut lors de la première session.

Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note inférieure à la moyenne en première session. Lorsque l'UE est validée, aucune épreuve de rattrapage n'est organisée pour les EC dont la note est inférieure à la moyenne.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage, les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour

bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la première session.

11.2 Les EC évalués par un contrôle continu ne peuvent faire l'objet d'une session de rattrapage.

11.3 Les notes au-dessus de la moyenne obtenues aux examens terminaux de la première session sont conservées pour la session de rattrapage. L'étudiant ne peut présenter à la seconde session que la ou les épreuves portant sur les EC non validés dont les notes à l'examen terminal de la première session ont été inférieures à la moyenne soit 10 sur 20. Les notes de la session de rattrapage remplacent et annulent celles obtenues en première session.

11.4 Les formats des épreuves de la session de rattrapage seront identiques à ceux de la première session.

ARTICLE 12. Bonifications

12.1 Les compétences, connaissances et aptitudes acquises dans l'exercice d'activités mentionnées à l'article L 611-9 du code de l'éducation sont validées par leur mention au supplément au diplôme édité avec ce dernier.

TITRE IV – VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 13. Condition de validation des unités et des semestres

13.1 Chaque EC donne lieu à une note sur 20. Les EC dont la note est supérieure ou égale à 10 sont, à l'issue du jury, définitivement acquis et capitalisables pour un an. L'acquisition d'une UE ou d'un EC entraîne l'acquisition des crédits européens (ECTS) fixés pour cette UE ou cet EC.

13.2 Le nombre total d'ECTS à obtenir pour valider l'année universitaire est de 60. La validation des semestres 1 et 2 emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

13.3 Les coefficients correspondent au nombre de crédits affectés à chaque enseignement

13.4 Une UE est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne à chacun des EC. Une unité pourra également être validée par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC qui la composent. Au sein de l'UE 1 et l'UE4, la compensation n'est applicable que si le candidat obtient une note supérieure ou égale à 6/20 à chaque EC.

Si l'EC est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

13.5 Le semestre 1 est acquis sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des UE qui le compose soit un total égal ou supérieur à 300

points. Les UE pour lesquelles le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation à l'exception de l'UE1.

13.6 Le semestre 2 est acquis sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des UE qui le compose soit un total égal ou supérieur à 300 points. Dans ce cas, les unités ou le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation à l'exception de l'UE4.

13.7 Les semestres sont acquis isolément ou par compensation. La compensation entre les 2 semestres est organisée sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à chaque semestre soit un total égal ou supérieur à 600 points sauf dans les cas où l'UE1 et/ou l'UE4 ne sont pas validées.

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

Le Directeur de l'IEP nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation de la première année du Master.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 15. Modification du présent arrêté

Toute modification au présent règlement doit faire l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire



Hugues KENFACK

PJ : ANNEXE

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

MASTER 1 MENTION SCIENCE POLITIQUE PARCOURS CONSEIL ET EXPERTISE EN ACTION PUBLIQUE (CEAP)

SEMESTRE 1	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points enseignements	
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Gouvernements et administrations comparés	Obligatoire	5	20		Epreuve terminale écrite de 3h	100		100	200
	Les processus centraux de gouvernement de la France contemporaine	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	
UE2 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	L'Etat territorial: institutions, réformes, processus	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	300
	Expertise de la décision publique locale	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	
	Atelier : techniques de rédaction de documents professionnels	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	
UE 3 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	3		20	Contrôle continu		60		100
	Techniques de la recherche	Obligatoire	2	10		Contrôle continu		40		
Bonification		Libre								
TOTAL SEMESTRE 1	Total semestre 1		30	110	20		500	100	600	

SEMESTRE 2	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points enseignements	
UE4 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Théories, modèles et cadres d'analyse des politiques publiques	Obligatoire	5	20		Epreuve terminale écrite de 3h	100		100	200
	Politiques économiques	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	
UE 5 ENSEIGNEMENTS SPECIALISES	L'emploi public : enjeux et dynamiques	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	300
	Contrôle de gestion et GRH dans le secteur public	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	
	Atelier : action publique et dispositifs participatifs	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	100		100	
UE 6 SOCLE COMMUN	Méthodologie de la recherche	Obligatoire	2	20		Contrôle continu				
	Anglais	Obligatoire	2		20	Contrôle continu		60		
	Insertion professionnelle	Obligatoire	1		20	Contrôle continu		40		
Bonification		Libre				Bonification				
TOTAL SEMESTRE 2	Total crédits et heures enseignement semestre 2		30	120	40					
TOTAL ANNEE	CREDITS et HEURES ENSEIGNEMENTS		60	230	60					

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION
N° CFVU-2022-23-IEP-003

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours Conseil et Expertise en Action Publique
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention science politique Parcours « Conseil et expertise en action publique ».

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

La deuxième année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type « Conseil et Expertise en Action Publique » est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques sur les multiples processus, acteurs et enjeux de la « gouvernance internationale ». Pour ce faire, elle s'appuie sur des enseignements théoriques en science politique, mais aussi en histoire, sociologie, droit et économie, ainsi que sur des enseignements professionnalisants visant à transmettre des compétences spécifiques sur le domaine visé par la formation.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

2.1. L'inscription annuelle à la deuxième année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Science Politique, parcours « « Conseil et Expertise en Action Publique », est ouverte en formation initiale et continue.

2.2. Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type « Conseil et Expertise en Action Publique », les étudiants ayant validé les 60 crédits au titre de la première année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type « Conseil et expertise en Action Publique ».

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement est accordé à titre exceptionnel. Il est soumis à la décision du chef d'établissement, sur proposition du responsable de la formation et avis du jury de la formation.

ARTICLE 4 Césure

4.1. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un étudiant, inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger" (décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur).

4.2. Ses modalités sont définies par la délibération n° 110322-5 du 11 mars 2022 du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et présentées sur le site Internet de l'établissement : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/presentation-des-modalites-de-la-cesure--644352.kjsp>

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

5.1. La deuxième année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type « « Conseil et Expertise en Action Publique », est

organisée sur deux semestres. Cette année est composée de quatre unités d'enseignement (UE) comprenant un ou plusieurs éléments constitutifs (EC), organisés sous forme d'enseignements et donnant droit à des crédits européens (ECTS).

5.2. Les enseignements peuvent être assurés en présentiel ou à distance. Dans ce dernier cas, les EC sont assurés via une plateforme en ligne dédiée.

5.3. La deuxième année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type « Conseil et Expertise en Action Publique » peut également être délocalisée dans des universités partenaires. Ces délocalisations font l'objet de conventions et suivent les modalités de contrôle des connaissances précisées dans le présent document.

ARTICLE 6 Assiduité

6.1 L'assiduité est obligatoire. Toute absence dans un enseignement doit être justifiée. La justification s'effectue auprès de la Scolarité deux semaines au plus tard après la période d'absence. Au-delà de ce délai, l'absence est considérée comme injustifiée. Les justificatifs d'absence doivent également parvenir à l'enseignant lors de la séance qui suit l'absence.

6.2. Au-delà d'une absence par enseignement, toute absence injustifiée est sanctionnée par le retrait d'1 point sur la moyenne de l'EC, effectué par l'enseignant concerné.

6.3. Sous réserve de présentation des justificatifs appropriés, l'absence peut notamment être justifiée pour les motifs suivants : raison médicale attestée par un certificat médical ou d'hospitalisation, participation aux tests et concours en rapport avec la scolarité d'un étudiant certifiée par une attestation de présence, décès survenu dans la famille proche (ascendants, descendants, fratrie...), examen du permis de conduite certifié par une attestation de présence, participation au titre de la représentation étudiante aux instances de l'établissement et de l'Université fédérale Toulouse - Midi-Pyrénées, entretien pour la recherche d'un stage obligatoire certifié par une attestation de présence, obligations militaires, représentation de l'établissement lors d'un salon, compétition sportive pour les sportifs de haut niveau, ou pour un cas de force majeur laissé à l'appréciation du responsable de formation.

ARTICLE 7 Insertion professionnelle- Stage

7.2. Pour les étudiants ayant opté pour le mémoire professionnel à l'UE 4, la validation d'un stage d'une durée minimum de 16 semaines est obligatoire. Ce stage a pour finalité de favoriser l'insertion professionnelle de l'étudiant en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

7.3. Les étudiants peuvent effectuer des stages non crédités en dehors des périodes d'enseignement et d'examens. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées par le directeur de l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9 Modalités d'évaluation de la session initiale

9.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un contrôle continu ou par un examen terminal. Les notes sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire de l'enseignement.

9.2. Contrôle continu : Le contrôle continu repose sur un minimum de deux notes pour le semestre. Les épreuves peuvent être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Une moyenne de 0 obtenue au contrôle continu d'un EC est éliminatoire.

9.3 Examen terminal : L'examen terminal est sanctionné par des épreuves écrites. Toute absence à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné. La note 0 est éliminatoire. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10 Modalités d'évaluation de la deuxième session

10.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les EC sanctionnés par un examen terminal, qui leur auraient fait défaut lors de la première session.

10.2 Les EC évalués par un contrôle continu ne peuvent faire l'objet d'une session de rattrapage.

10.3 Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note inférieure à la moyenne en première session. Lorsque l'UE est validée, aucune épreuve de rattrapage n'est organisée pour les EC dont la note est inférieure à la moyenne.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage, les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la première session.

10.4 Les notes au-dessus de la moyenne obtenues aux examens terminaux de la première session sont conservées pour la session de rattrapage. L'étudiant ne peut présenter à la seconde session que la ou les épreuves portant sur les EC non validés. Les notes de la session de rattrapage remplacent et annulent celles obtenues en première session.

10.5 La durée et la forme des épreuves de cette session peuvent être différentes de celles de la première session.

ARTICLE 11 **Reconnaissance de l'engagement étudiant**

11.1 Les compétences, connaissances et aptitudes acquises dans l'exercice des activités mentionnées à l'article L.611-9 du code de l'éducation donnent lieu à validation, sur la base de leur conformité avec celles attendues dans le cadre de la formation.

11.2 Sur demande de l'étudiant, des aménagements dans l'organisation et le déroulement des études et des examens pourront être organisés afin de concilier l'exercice de ces activités avec la poursuite de ses études. Selon les besoins, ils pourront porter sur l'emploi du temps, les modalités de contrôle des connaissances, la durée du cursus d'études ou prendre toute autre forme laissée à l'appréciation du responsable de formation. Ces aménagements sont formalisés dans un document écrit signé par l'étudiant et le chef d'établissement.

11.3 La validation s'accompagne d'une inscription dans l'annexe descriptive au diplôme.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12 **Condition de validation des semestres**

12.1 La validation de la seconde année du Master emporte l'acquisition de 60 crédits européens correspondants (ECTS). Elle repose sur la validation des deux semestres qui le composent et qui emportent respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

12.2. Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacun des EC qui le composent, soit un total égal ou supérieur à 300 points.

► Par compensation :

Un semestre peut également être acquis par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC qui le composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque EC.

La compensation peut également être effectuée entre les 2 semestres, sans note éliminatoire, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC, soit un total égal ou supérieur à 600 points. Les coefficients nécessaires au calcul de cette moyenne correspondent au nombre de crédits européens (ECTS) affectés à chaque EC.

ARTICLE 13 **Délivrance du diplôme**

Le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation du Master.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14 **Modification du présent arrêté**

Toute modification au présent règlement fait l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire



Hugues KENFACK

PJ : Annexes
Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

MASTER 2 MENTION SCIENCE POLITIQUE - PARCOURS CONSEIL ET EXPERTISE EN ACTION PUBLIQUE

SEMESTRE 1	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Total Points enseignements	
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Sociologie de l'action publique	Obligatoire	5	40		Contrôle terminal	120	200
	Droit de l'action publique	Obligatoire	3	20		Contrôle terminal	80	
UE2 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Sociologie des risques et de l'expertise	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Management public	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Le métier de consultant	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Finances publiques générales	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Evaluation des politiques publiques	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Anglais spécialisé	Obligatoire	2	20		Contrôle continu		
TOTAL SEMESTRE 1	Total crédits et heures enseignements semestre 1		30	160				
SEMESTRE 2	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Total Points enseignements	
UE 3 ENJEUX ET PRATIQUES DES METIERS DE L'EXPERTISE	Gouvernance territoriale : à la rencontre des acteurs	Obligatoire	2	20		Contrôle continu	40	
	Séminaire débat "Décision et expertise"	Obligatoire	2	20		Contrôle continu	40	
	Finances locales	Obligatoire	2	20		Contrôle continu	40	
	Enjeux de la transition écologique dans le secteur public	Obligatoire	2	20		Contrôle continu		
	Challenge des acteurs publics : jeu de lobbying	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	2	20		Contrôle continu	80	

UE4 REDACTION D'UN MÉMOIRE	Option 1 Mémoire de recherche						
	Méthodologie approfondie de la recherche	Obligatoire étudiants mémoire recherche	4	20		Contrôle continu	80
	Mémoire recherche	Obligatoire étudiants mémoire recherche	12			Contrôle continu	240
	Soutenance	Obligatoire étudiants mémoires recherche	4			Contrôle continu	160
	Total option 1		20				400
	Option 2 Mémoire professionnel						
	Mémoire professionnel	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	20			Contrôle continu	400
TOTAL SEMESTRE 2	Total crédits et heures enseignement semestre 2		30	100			
TOTAL ANNEE	CREDITS et HEURES ENSEIGNEMENTS		60	260			

400

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION
N° CFVU-2022-23-IEP-004

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master 1^{ère} année
Domaine Droit, Économie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique)
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master première année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention science politique Parcours « Études Culturelles (Culture, Médias et Politique) ».

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1

Objectifs de la formation

La première année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique) est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques sur les multiples processus, acteurs et enjeux des métiers des arts et de la culture, du tourisme, de la communication, des opinions publiques et des médias, la recherche en sciences sociales du politique. Pour ce faire, elle s'appuie sur des enseignements théoriques en science politique, mais aussi en histoire, sociologie, droit et économie, ainsi que sur des enseignements professionnalisants visant à transmettre des compétences spécifiques sur le domaine visé par la formation.

ARTICLE 2

Conditions d'accès

2.1. L'inscription annuelle à la première année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Science Politique, parcours Études Culturelles (Culture, Médias et Politique), est ouverte en formation initiale et continue.

2.2. L'admission est prononcée par le chef d'établissement sur proposition de la direction de la formation. Elle dépend des capacités d'accueil, telles que définies par la délibération du conseil d'administration du 17/12/2019 relative aux capacités d'accueil et aux modalités d'admission en Master. Elle est subordonnée au succès à l'examen du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat.

2.3. Ont vocation à candidater dans cette formation : les étudiants ayant validé 180 ECTS au titre des trois premières années du diplôme des Instituts d'Etudes Politiques, ayant obtenu un des diplômes de licence compatible avec la mention science politique tel que défini dans l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master, ainsi que les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 3

Redoublement

Le redoublement est accordé à titre exceptionnel. Il est soumis à la décision du chef d'établissement, sur proposition du responsable de la formation et avis du jury de la formation.

ARTICLE 4

Césure

4.1. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un étudiant, inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur)

4.2. Ses modalités sont définies par la délibération n° 110322-5 du 11 mars 2022 du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et présentées sur le site Internet de l'établissement : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/presentation-des-modalites-de-la-cesure--644352.kjsp>

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5

Organisation de la formation

5.1. La première année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique), est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) comprenant un ou plusieurs éléments constitutifs (EC) organisés sous forme d'enseignements et donnant droit à des crédits européens (ECTS). Chaque semestre comprend 3 unités d'enseignement et totalise 30 crédits.

5.2. Les enseignements peuvent être assurés en présentiel ou à distance. Dans ce dernier cas, les EC sont assurés via une plateforme en ligne dédiée.

ARTICLE 6

Assiduité

6.1 L'assiduité est obligatoire. Toute absence dans un enseignement doit être justifiée. La justification s'effectue auprès de la Scolarité deux semaines au plus tard après la période d'absence. Au-delà de ce délai, l'absence est considérée comme injustifiée. Les justificatifs d'absence doivent également parvenir à l'enseignant lors de la séance qui suit l'absence.

6.2. Au-delà d'une absence par enseignement, toute absence injustifiée est sanctionnée par le retrait d'1 point sur la moyenne de l'EC, effectué par l'enseignant concerné.

6.3. Sous réserve de présentation des justificatifs appropriés, l'absence peut notamment être justifiée pour les motifs suivants : raison médicale attestée par un certificat médical ou d'hospitalisation, participation aux tests et concours en rapport avec la scolarité d'un étudiant certifiée par une attestation de présence, décès survenu dans la famille proche (ascendants, descendants, fratrie...), examen du permis de conduite certifié par une attestation de présence, participation au titre de la représentation étudiante aux instances de l'établissement et de l'Université fédérale Toulouse - Midi-Pyrénées, entretien pour la recherche d'un stage obligatoire certifié par une attestation de présence, obligations militaires, représentation de l'établissement lors d'un salon, compétition sportive pour les sportifs de haut niveau, ou pour un cas de force majeure laissé à l'appréciation du responsable de formation.

ARTICLE 7

Insertion professionnelle- Stage

7.2. Les étudiants peuvent effectuer des stages non crédités en dehors des périodes d'enseignement et d'examens. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées par le directeur de l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9 Modalités d'évaluation de la session initiale

9.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un contrôle continu ou par un examen terminal. Les notes sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire de l'enseignement.

9.2. Contrôle continu : Le contrôle continu repose sur un minimum de deux notes pour le semestre. Les épreuves peuvent être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Une moyenne de 0 obtenue au contrôle continu d'un EC est éliminatoire.

9.3 Examen terminal : L'examen terminal est sanctionné par des épreuves écrites. Toute absence à l'une des épreuves de l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné. La note 0 est éliminatoire. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la Sscolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10 Modalités d'évaluation de la deuxième session

10.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les EC sanctionnés par un examen terminal, qui leur auraient fait défaut lors de la première session.

10.2 Les EC évalués par un contrôle continu ne peuvent faire l'objet d'une session de rattrapage.

10.3 Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note inférieure à la moyenne en première session. Lorsque l'UE est validée, aucune épreuve de rattrapage n'est organisée pour les EC dont la note est inférieure à la moyenne.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage, les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la première session.

10.4 Les notes au-dessus de la moyenne obtenues aux examens terminaux de la première session sont conservées pour la session de rattrapage. L'étudiant ne peut présenter à la seconde session que la ou les épreuves portant sur les EC non validés. Les notes de la session de rattrapage remplacent et annulent celles obtenues en première session.

10.5 La durée et la forme des épreuves de cette session peuvent être différentes de celles de la première session.

ARTICLE 11 Reconnaissance de l'engagement étudiant

11.1 Les compétences, connaissances et aptitudes acquises dans l'exercice des activités mentionnées à l'article L.611-9 du code de l'éducation donnent lieu à validation, sur la base de leur conformité avec celles attendues dans le cadre de la formation.

11.2 Sur demande de l'étudiant, des aménagements dans l'organisation et le déroulement des études et des examens pourront être organisés afin de concilier l'exercice de ces activités avec la poursuite de ses études. Selon les besoins, ils pourront porter sur l'emploi du temps, les modalités de contrôle des connaissances, la durée du cursus d'études ou prendre toute autre forme laissée à l'appréciation du responsable de formation. Ces aménagements sont formalisés dans un document écrit signé par l'étudiant et le chef d'établissement.

11.3 La validation s'accompagne d'une inscription dans l'annexe descriptive au diplôme.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12

Condition de validation des unités et des semestres

12.1 La validation de la première année du Master emporte l'acquisition de 60 crédits européens correspondants (ECTS). Elle repose sur la validation des deux semestres qui la composent.

12.2. La validation des Unités d'Enseignement (UE) emporte l'acquisition des crédits européens correspondants (ECTS). Elle peut se faire isolément ou par compensation.

► Isolément : une UE est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacun des EC qui la composent.

► Par compensation : une UE pourra également être acquise par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC qui la composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque enseignement. Au sein de l'UE 1 et de l'UE 4, la compensation n'est applicable que si le candidat obtient un note supérieure ou égale à 6/20 à chaque EC.

12.3. La validation des semestres emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS). Elle peut se faire isolément ou par compensation.

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacune des UE qui le composent, soit un total égal ou supérieur à 300 points.

► Par compensation :

Un semestre pourra également être acquis par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des UE qui la composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque UE. Au sein du premier semestre, la compensation est conditionnée à la validation de l'UE 1. Au sein du second semestre, la compensation est conditionnée à la validation de l'UE 4.

La compensation entre les 2 semestres peut également être effectuée sur la base de la moyenne générale des notes obtenues aux deux semestres, soit un total égal ou supérieur à 600 points, sous réserve que l'UE1 et/ou l'UE4 aient été validées. Les coefficients nécessaires au calcul de cette moyenne

correspondent au nombre de crédits européen (ECTS) affectés à chaque EC.

ARTICLE 13

Délivrance du diplôme de maîtrise

Le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation de la première année du Master.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14

Modification du présent arrêté

Toute modification au présent règlement fait l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire



Hugues KENFACK

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

MASTER 1 MENTION SCIENCE POLITIQUE PARCOURS ETUDES CULTURELLES (Culture, Médias et Politique)

SEMESTRE 1	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points ensei- gnem- ents	
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Politiques culturelles	Obligatoire	5	20		Contrôle terminal	80		100	200
	Droit de la culture	Obligatoire	5	20		Contrôle terminal	80		100	
UE2 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Financement et montages de projets (1)	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
	Gestion et programmation des événements culturels	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
	Gestion et comptabilité	Obligatoire	2	20		Contrôle continu				
	Economie de la culture	Obligatoire	2	20		Contrôle continu				
	Etudes de cas professionnels	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
UE 3 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	2	-	20	Contrôle continu		40	40	80
	Techniques de la recherche	Obligatoire	2	10		Contrôle continu		20	40	
TOTAL SEMESTRE 1	Total crédits et heures enseignements semestre 1		30	150	20		?	60	?	
SEMESTRE 2	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points ensei- gnem- ents	
UE4 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Cultures et pouvoirs	Obligatoire	5	20		Contrôle terminal	80		80	160
	Sociologie des pratiques culturelles	Obligatoire	5	20		Contrôle terminal	80		80	

UE5 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Financement et montages de projets (2)	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	80		80	240
	Conservation et Patrimoine/sociologie politique	Obligatoire pour étudiant en voie professionnelle	5	20		Contrôle continu	80		80	
	Sociologie politique	Obligatoire pour étudiant dans la voie recherche	5	20		Contrôle continu	80		80	
	Outils numériques et communication appliqués à la culture	Obligatoire	5	20		Contrôle continu	80		80	
UE 6 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	3		20	Contrôle continu		40	80	100
	Insertion professionnelle	Obligatoire	2		20	Contrôle continu	20		20	
TOTAL SEMESTRE 2	Total crédits et heures enseignement semestre 2		30	100	40		420	40	520	
TOTAL ANNEE	CREDITS et HEURES ENSEIGNEMENTS		56	230	60				1120	



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION
N° CFVU-2022-23-IEP-005

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours Etudes culturelles (Culture, Médias et Politique)
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention science politique Parcours « Etudes culturelles».

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

La deuxième année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique) est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques sur les multiples processus, acteurs et enjeux des métiers des arts et de la culture, du tourisme, de la communication, des opinions publiques et des médias, la recherche en sciences sociales du politique. Pour ce faire, elle s'appuie sur des enseignements théoriques en science politique, mais aussi en histoire, sociologie, droit et économie, ainsi que sur des enseignements professionnalisants visant à transmettre des compétences spécifiques sur le domaine visé par la formation.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

2.1. L'inscription annuelle à la deuxième année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Science Politique, parcours Études Culturelles (Culture, Médias et Politique), est ouverte en formation initiale et continue.

2.2. Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique), les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Science Politique, parcours type « Etudes Culturelles ».

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement est accordé à titre exceptionnel. Il est soumis à la décision du chef d'établissement, sur proposition du responsable de la formation et avis du jury de la formation.

ARTICLE 4 Césure

4.1. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un étudiant, inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur)

4.2. Ses modalités sont définies par la délibération n° 110322-5 du 11 mars 2022 du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et présentées sur le site Internet de l'établissement : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/presentation-des-modalites-de-la-cesure--644352.kjsp>

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

5.1. La deuxième année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique), est

organisée sur deux semestres. Cette année est composée de cinq unités d'enseignement (UE) comprenant un ou plusieurs éléments constitutifs (EC), organisés sous forme d'enseignements et donnant droit à des crédits européens (ECTS).

5.2. Les enseignements peuvent être assurés en présentiel ou à distance. Dans ce dernier cas, les EC sont assurés via une plateforme en ligne dédiée.

ARTICLE 6 **Assiduité**

6.1 L'assiduité est obligatoire. Toute absence dans un enseignement doit être justifiée. La justification s'effectue auprès de la Scolarité deux semaines au plus tard après la période d'absence. Au-delà de ce délai, l'absence est considérée comme injustifiée. Les justificatifs d'absence doivent également parvenir à l'enseignant lors de la séance qui suit l'absence.

6.2. Au-delà d'une absence par enseignement, toute absence injustifiée est sanctionnée par le retrait d'1 point sur la moyenne de l'EC, effectué par l'enseignant concerné.

6.3. Sous réserve de présentation des justificatifs appropriés, l'absence peut notamment être justifiée pour les motifs suivants : raison médicale attestée par un certificat médical ou d'hospitalisation, participation aux tests et concours en rapport avec la scolarité d'un étudiant certifiée par une attestation de présence, décès survenu dans la famille proche (ascendants, descendants, fratrie...), examen du permis de conduite certifié par une attestation de présence, participation au titre de la représentation étudiante aux instances de l'établissement et de l'Université fédérale Toulouse - Midi-Pyrénées, entretien pour la recherche d'un stage obligatoire certifié par une attestation de présence, obligations militaires, représentation de l'établissement lors d'un salon, compétition sportive pour les sportifs de haut niveau, ou pour un cas de force majeure laissé à l'appréciation du responsable de formation.

ARTICLE 7 **Insertion professionnelle- Stage**

7.1. Pour les étudiants ayant opté pour le mémoire professionnel à l'UE 4, la validation d'un stage d'une durée minimum de 16 semaines est obligatoire. Ce stage a pour finalité de favoriser l'insertion professionnelle de l'étudiant en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

7.2. Les étudiants peuvent effectuer des stages non crédités en dehors des périodes d'enseignement et d'exams. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 8 **Organisation des examens**

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées par le directeur de l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9

Modalités d'évaluation de la session initiale

9.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un contrôle continu ou par un examen terminal. Les notes sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire de l'enseignement.

9.2. Contrôle continu : Le contrôle continu repose sur un minimum de deux notes pour le semestre. Les épreuves peuvent être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Une moyenne de 0 obtenue au contrôle continu d'un EC est éliminatoire.

9.3 Examen terminal : L'examen terminal est sanctionné par des épreuves écrites. Toute absence à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné. La note 0 est éliminatoire. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la Scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

Modalités d'évaluation de la session de rattrapage

ARTICLE 10

10.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les EC sanctionnés par un examen terminal, qui leur auraient fait défaut lors de la première session.

10.2 Les EC évalués par un contrôle continu ne peuvent faire l'objet d'une session de rattrapage.

10.3 Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note inférieure à la moyenne en première session. Lorsque l'UE est validée, aucune épreuve de rattrapage n'est organisée pour les EC dont la note est inférieure à la moyenne.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage, les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la première session.

10.4 Les notes au-dessus de la moyenne obtenues aux examens terminaux de la première session sont conservées pour la session de rattrapage. L'étudiant ne peut présenter à la seconde session que la ou les épreuves portant sur les EC non validés. Les notes de la session de rattrapage remplacent et annulent celles obtenues en première session.

10.5 La durée et la forme des épreuves de cette session peuvent être différentes de celles de la première session.

ARTICLE 11

Reconnaissance de l'engagement étudiant

11.1 Les compétences, connaissances et aptitudes acquises dans l'exercice des activités mentionnées à l'article L.611-9 du code de l'éducation donnent lieu à validation, sur la base de leur conformité avec celles attendues dans le cadre de la formation.

11.2 Sur demande de l'étudiant, des aménagements dans l'organisation et le déroulement des études et des examens pourront être organisés afin de concilier l'exercice de ces activités avec la poursuite de ses études. Selon les

besoins, ils pourront porter sur l'emploi du temps, les modalités de contrôle des connaissances, la durée du cursus d'études ou prendre toute autre forme laissée à l'appréciation du responsable de formation. Ces aménagements sont formalisés dans un document écrit signé par l'étudiant et le chef d'établissement.

11.3 La validation s'accompagne d'une inscription dans l'annexe descriptive au diplôme.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12

Condition de validation des semestres

12.1 La validation de la seconde année du Master emporte l'acquisition de 60 crédits européens correspondants (ECTS). Elle repose sur la validation des deux semestres qui le composent et qui emportent respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

12.2. Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacun des EC qui le composent, soit un total égal ou supérieur à 300 points.

► **Par compensation :**

Un semestre peut également être acquis par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC qui le composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque EC.

La compensation peut également être effectuée entre les 2 semestres, sans note éliminatoire, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC, soit un total égal ou supérieur à 600 points. Les coefficients nécessaires au calcul de cette moyenne correspondent au nombre de crédits européens (ECTS) affectés à chaque EC.

ARTICLE 13

Délivrance du diplôme

Le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation du Master.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14

Modification du présent arrêté

Toute modification au présent arrêté fait l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire



Hugues KENFACK

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Correspondances entre enseignements

MASTER 2 MENTION SCIENCE POLITIQUE PARCOURS ETUDES CULTURELLES (Culture, Médias et Politique)

SEMESTRE 1	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points enseignements	
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Sociologie des professions culturelles et artistiques	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80		80	160
	Genre et groupes minoritaires	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80		80	
UE2 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Histoire de l'art	Obligatoire	4	24		Contrôle continu	80		80	400
	Enjeux juridiques des pratiques culturelles	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
	Ressources humaines (métiers de la culture)	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
	Financement et gestion des équipements culturels	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
	Mutations des pratiques et politiques culturelles	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80		80	
UE 3 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	2	-	20	Contrôle continu		40	40	40
TOTAL SEMESTRE 1	Total crédits et heures enseignements semestre 1		30	140	20		560	40	600	
SEMESTRE 2	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points enseignements	
UE4 REDACTION D'UN MÉMOIRE	Option 1 Mémoire de recherche									400
	Mémoire recherche	Obligatoire	12			Contrôle continu			240	
	Soutenance	Obligatoire	8			Contrôle continu			160	
	Total option 1		20						400	
	Option 2 Mémoire professionnel									
	Mémoire professionnel	Obligatoire	20			Contrôle continu			400	

UE5 ENJEUX ET PRATIQUES DES METIERS DE LA CULTURE	Option 1. Parcours professionnalisant								
	Edition	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	2	15		Contrôle continu	100		40
	Industries culturelles : audiovisuel, média, jeux vidéo	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	2	20		Contrôle continu			40
	Patrimoine	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	2	14		Contrôle continu			40
	Enjeux des pratiques interculturelles dans les institutions culturelles (FOAD)	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	2	10		Contrôle continu			40
	Musiques actuelles et événements culturels	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	2	15		Contrôle continu	100		60
	Option 2. Recherche								
	Enquêtes	Obligatoire étudiants mémoire recherche	3	20		Contrôle continu			
		Obligatoire étudiants mémoire recherche	3	20		Contrôle continu	100		60
	Méthodes des sciences sociales	Obligatoire étudiants mémoire recherche	4	20		Contrôle continu	100		80
TOTAL SEMESTRE 2	Total crédits et heures enseignement semestre 2		30		0		300		600
TOTAL ANNEE	CREDITS et HEURES ENSEIGNEMENTS		60		20				1200

Master Droit, Économie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique)
 Année universitaire 2022/2023

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE TOULOUSE

Vous trouverez ci-dessous une correspondance entre les éléments des années précédentes et la nouvelle maquette du master Droit, Economie, Gestion mention Science Politique parcours type Études Culturelles (Culture, Médias et Politique).

Matières acquises en 2019-2020	Correspondances dans la nouvelle maquette
Sociologie des professions culturelles et artistiques	Sociologie des professions culturelles et artistiques
Cultures populaires et minoritaires (Subaltern Studies, LGBTQ)	Genre et groupes minoritaires
Histoire de l'art contemporain	Histoire de l'art
Ressources humaines	Ressources humaines (métiers de la culture)
Financement et gestion des équipements culturels	Financement et gestion des équipements culturels
Droit et économie de la culture (études de cas : propriété intellectuelle ; statuts des intermittents)	Enjeux juridiques des pratiques culturelles
Mutations des pratiques et politiques culturelles	Mutations des pratiques et politiques culturelles
Nouveaux enjeux de l'action culturelle	////////////////
Anglais	Anglais
Insertion professionnelle	////////////////////////////////////
Techniques de la recherche	////////////////////////////////////

Métiers de l'édition et de l'édition numérique livre, du disque et du jeu vidéo	Métiers de l'édition et de l'édition numérique livre, du disque et du jeu vidéo
Musiques actuelles et évènements culturels	Musiques actuelles et évènements culturels
Industries culturelles : cinéma et audiovisuel	Industries culturelles
Patrimoine et spectacle vivant	Patrimoine et spectacle vivant
Recherche : Sociologie politique approfondie	Sociologie politique approfondie
Recherche : sociologie des médias et du journalisme	Enquêtes
Recherche : Méthodologie et épistémologie des Sciences Sociales	Méthodologie des Sciences Sociales
Management interculturel (FOAD)	//////////
Enjeux des pratiques interculturelles dans les institutions culturelles (FOAD)	Enjeux des pratiques interculturelles dans les institutions culturelles (FOAD)

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION
N° CFVU-2022-23-IEP-006

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master 1^{ère} année
Domaine Droit, Économie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours type Gouvernance des relations internationales
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master première année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention science politique Parcours « Gouvernance des relations internationales ».

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

La première année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type Gouvernance des Relations Internationales est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques sur les multiples processus, acteurs et enjeux de la « gouvernance internationale ». Pour ce faire, elle s'appuie sur des enseignements théoriques en science politique, mais aussi en histoire, sociologie, droit et économie, ainsi que sur des enseignements professionnalisants visant à transmettre des compétences spécifiques sur le domaine visé par la formation.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

2.1. L'inscription annuelle à la première année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Science Politique, parcours Gouvernance des relations internationales, est ouverte en formation initiale et continue.

2.2. L'admission est prononcée par le chef d'établissement sur proposition de la direction de la formation. Elle est subordonnée au succès à l'examen du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat.

2.3. Ont vocation à candidater dans cette formation : les étudiants ayant validé 180 ECTS au titre des trois premières années du diplôme des Instituts d'Etudes Politiques, tel que défini dans l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master, ainsi que les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement est accordé à titre exceptionnel. Il est soumis à la décision du chef d'établissement, sur proposition du responsable de la formation et avis du jury de la formation.

ARTICLE 4 Césure

4.1. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un étudiant, inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur)

4.2. Ses modalités sont définies par la délibération n°110322-5 du 11 mars 2022 du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et présentées sur le site Internet de l'établissement : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/presentation-des-modalites-de-la-cesure--644352.kjsp>

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

5.1. La première année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type Gouvernance des Relations Internationales, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) comprenant un ou plusieurs éléments constitutifs (EC) organisés sous forme d'enseignements et donnant droit à des crédits (ECTS). Chaque semestre comprend 3 unités d'enseignement et totalise 30 crédits.

5.2. Les enseignements peuvent être assurés en présentiel ou à distance. Dans ce dernier cas, les EC sont assurés via une plateforme en ligne dédiée.

ARTICLE 6 Assiduité

6.1 L'assiduité est obligatoire. Toute absence dans un enseignement doit être justifiée. La justification s'effectue auprès de la Scolarité deux semaines au plus tard après la période d'absence. Au-delà de ce délai, l'absence est considérée comme injustifiée. Les justificatifs d'absence doivent également parvenir à l'enseignant lors de la séance qui suit l'absence.

6.2. Au-delà d'une absence par enseignement, toute absence injustifiée est sanctionnée par le retrait d'1 point sur la moyenne de l'EC, effectué par l'enseignant concerné.

6.3. Sous réserve de présentation des justificatifs appropriés, l'absence peut notamment être justifiée pour les motifs suivants : raison médicale attestée par un certificat médical ou d'hospitalisation, participation aux tests et concours en rapport avec la scolarité d'un étudiant certifiée par une attestation de présence, décès survenu dans la famille proche (ascendants, descendants, fratrie...), examen du permis de conduite certifié par une attestation de présence, participation au titre de la représentation étudiante aux instances de l'établissement et de l'Université fédérale Toulouse - Midi-Pyrénées, entretien pour la recherche d'un stage obligatoire certifié par une attestation de présence, obligations militaires, représentation de l'établissement lors d'un salon, compétition sportive pour les sportifs de haut niveau, ou pour un cas de force majeure laissé à l'appréciation du responsable de formation.

ARTICLE 7 Insertion professionnelle- Stage

7.2. Les étudiants peuvent effectuer des stages non crédités en dehors des périodes d'enseignement et d'examens. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées par le directeur de l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9 Modalités d'évaluation de la session initiale

9.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un contrôle continu ou par un examen terminal. Les notes sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire de l'enseignement.

9.2. Contrôle continu : Le contrôle continu repose sur un minimum de deux notes pour le semestre. Les épreuves peuvent être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Une moyenne de 0 obtenue au contrôle continu d'un EC est éliminatoire.

9.3 Examen terminal : L'examen terminal est sanctionné par des épreuves écrites. Toute absence à l'une des épreuves de l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné. La note 0 est éliminatoire. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la Scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10 Modalités d'évaluation de la deuxième session

10.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les EC sanctionnés par un examen terminal, qui leur auraient fait défaut lors de la première session.

10.2 Les EC évalués par un contrôle continu ne peuvent faire l'objet d'une session de rattrapage.

10.3 Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note inférieure à la moyenne en première session. Lorsque l'UE est validée, aucune épreuve de rattrapage n'est organisée pour les EC dont la note est inférieure à la moyenne.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage, les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la première session.

10.4 Les notes au-dessus de la moyenne obtenues aux examens terminaux de la première session sont conservées pour la session de rattrapage. L'étudiant ne peut présenter à la seconde session que la ou les épreuves portant sur les EC non validés. Les notes de la session de rattrapage remplacent et annulent celles obtenues en première session.

10.5 La durée et la forme des épreuves de cette session peuvent être différentes de celles de la première session.

ARTICLE 11

Reconnaissance de l'engagement étudiant

11.1 Les compétences, connaissances et aptitudes acquises dans l'exercice des activités mentionnées à l'article L.611-9 du code de l'éducation donnent lieu à validation, sur la base de leur conformité avec celles attendues dans le cadre de la formation.

11.2 Sur demande de l'étudiant, des aménagements dans l'organisation et le déroulement des études et des examens pourront être organisés afin de concilier l'exercice de ces activités avec la poursuite de ses études. Selon les besoins, ils pourront porter sur l'emploi du temps, les modalités de contrôle des connaissances, la durée du cursus d'études ou prendre toute autre forme laissée à l'appréciation du responsable de formation. Ces aménagements sont formalisés dans un document écrit signé par l'étudiant et le chef d'établissement.

11.3 La validation s'accompagne d'une inscription dans l'annexe descriptive au diplôme.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12

Condition de validation des unités et des semestres

12.1 La validation de la première année du Master emporte l'acquisition de 60 crédits européens correspondants (ECTS). Elle repose sur la validation des deux semestres qui la composent.

12.2. La validation des Unités d'Enseignement (UE) emporte l'acquisition des crédits européens correspondants (ECTS). Elle peut se faire isolément ou par compensation.

► Isolément : une UE est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacun des EC qui la composent.

► Par compensation : une UE pourra également être validée par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC qui la composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque enseignement. Au sein de l'UE 1 et de l'UE 4, la compensation n'est applicable que si le candidat obtient un note supérieure ou égale à 6/20 à chaque EC.

12.3. La validation des semestres emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS). Elle peut se faire isolément ou par compensation.

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacune des UE qui le composent, soit un total égal ou supérieur à 300 points.

► Par compensation :

Un semestre pourra également être acquis par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des UE qui le composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque UE. Au sein du premier semestre, la compensation est conditionnée à la validation de l'UE 1.

Au sein du second semestre, la compensation est conditionnée à la validation de l'UE 4.

La compensation entre les 2 semestres peut également être effectuée sur la base de la moyenne générale des notes obtenues aux deux semestres, soit un total égal ou supérieur à 600 points, sous réserve que l'UE1 et/ou l'UE4 aient été validées. Les coefficients nécessaires au calcul de cette moyenne correspondent au nombre de crédits européen (ECTS) affectés à chaque EC.

ARTICLE 13

Délivrance du diplôme de maîtrise

Le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation de la première année du Master.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

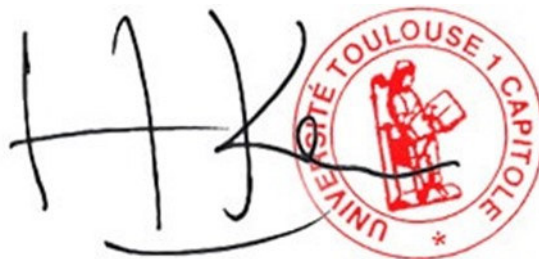
ARTICLE 14

Modification du présent arrêté

Toute modification au présent arrêté fait l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'HK', written over a red circular stamp. The stamp contains the text 'UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE' around the perimeter and a small emblem in the center.

Hugues KENFACK

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

MASTER 1 MENTION SCIENCE POLITIQUE PARCOURS GOUVERNANCE DES RELATIONS INTERNATIONALES (GRI)

SEMESTRE 1	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Total Points enseignements	
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	Le système européen au XIXe siècle	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80	160
	Sociologie des Relations internationales	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80	
UE2 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Droit international public	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	320
	Sociologie des organisations internationales	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	L'action diplomatique	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	L'Europe et le monde	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
UE 3 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	4	-	20	Contrôle continu	80	120
	Techniques de la recherche	Obligatoire	2	10		Contrôle continu	40	
TOTAL SEMESTRE 1	Total crédits et heures enseignements semestre 1		30	130	20		600	
SEMESTRE 2	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Total Points enseignements	
UE4 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	International Migrations	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80	160
	Approches régionales	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80	
UE5 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Mobilisations transnationales	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	320
	Management et gestion de projet international	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	International Economic Governance	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Pratique de l'humanitaire	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
UE 6 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	4	-	20	Contrôle continu	80	120
	Insertion professionnelle	Obligatoire	2		20	Contrôle continu	40	
TOTAL SEMESTRE 2	Total crédits et heures enseignement semestre 2		30	120	40		600	
TOTAL ANNEE	CREDITS et HEURES ENSEIGNEMENTS		60	250	60		1200	

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 21 juin 2022

DÉLIBÉRATION
N° CFVU-2022-23-IEP-007

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 21
Voix favorables : 21
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours Gouvernance des relations internationales
Pour l'année universitaire 2022-2023

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1,
- Vu le décret n°2016-468 du 14 avril 2016 portant association d'établissements du site toulousain,
- Vu la convention d'association de l'IEP de Toulouse à l'université Toulouse 1 Capitole du 16/10/2015, et plus particulièrement son article 8.2.1 portant délégation de gestion de parcours de master en science politique à l'IEP,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP de Toulouse,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention science politique Parcours « Gouvernance des relations internationales ».

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

La deuxième année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type Gouvernance des Relations Internationales est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques sur les multiples processus, acteurs et enjeux de la « gouvernance internationale ». Pour ce faire, elle s'appuie sur des enseignements théoriques en science politique, mais aussi en histoire, sociologie, droit et économie, ainsi que sur des enseignements professionnalisants visant à transmettre des compétences spécifiques sur le domaine visé par la formation.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

2.1. L'inscription annuelle à la deuxième année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours Gouvernance des relations internationales, est ouverte en formation initiale et continue.

2.2. Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type Gouvernance des Relations Internationales, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type « Gouvernance des Relations Internationales ».

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement est accordé à titre exceptionnel. Il est soumis à la décision du chef d'établissement, sur proposition du responsable de la formation et avis du jury de la formation.

ARTICLE 4 Césure

4.1. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un étudiant, inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger" (décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur).

4.2. Ses modalités sont définies par la délibération n° 110322-5 du 11 mars du 2022 du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et présentées sur le site Internet de l'établissement : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/presentation-des-modalites-de-la-cesure--644352.kjsp>

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

5.1. La deuxième année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type Gouvernance des Relations Internationales, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée de cinq unités d'enseignement (UE) comprenant un ou plusieurs éléments constitutifs (EC), organisés sous forme d'enseignements et donnant droit à des crédits européens (ECTS).

5.2. Les enseignements peuvent être assurés en présentiel ou à distance. Dans ce dernier cas, les EC sont assurés via une plateforme en ligne dédiée.

ARTICLE 6 Assiduité

6.1 L'assiduité est obligatoire. Toute absence dans un enseignement doit être justifiée. La justification s'effectue auprès de la Scolarité deux semaines au plus tard après la période d'absence. Au-delà de ce délai, l'absence est considérée comme injustifiée. Les justificatifs d'absence doivent également parvenir à l'enseignant lors de la séance qui suit l'absence.

6.2. Au-delà d'une absence par enseignement, toute absence injustifiée est sanctionnée par le retrait d'1 point sur la moyenne de l'EC, effectué par l'enseignant concerné.

6.3. Sous réserve de présentation des justificatifs appropriés, l'absence peut notamment être justifiée pour les motifs suivants : raison médicale attestée par un certificat médical ou d'hospitalisation, participation aux tests et concours en rapport avec la scolarité d'un étudiant certifiée par une attestation de présence, décès survenu dans la famille proche (ascendants, descendants, fratrie...), examen du permis de conduite certifié par une attestation de présence, participation au titre de la représentation étudiante aux instances de l'établissement et de l'Université fédérale Toulouse - Midi-Pyrénées, entretien pour la recherche d'un stage obligatoire certifié par une attestation de présence, obligations militaires, représentation de l'établissement lors d'un salon, compétition sportive pour les sportifs de haut niveau, ou pour un cas de force majeure laissé à l'appréciation du responsable de formation.

ARTICLE 7 Insertion professionnelle- Stage

7.1. Pour les étudiants ayant opté pour le mémoire professionnel à l'UE 4, la validation d'un stage d'une durée minimum de 16 semaines est obligatoire. Ce stage a pour finalité de favoriser l'insertion professionnelle de l'étudiant en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

7.2. Les étudiants peuvent effectuer des stages non crédités en dehors des périodes d'enseignement et d'examens. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées par le directeur de l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9 Modalités d'évaluation de la session initiale

9.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un contrôle continu ou par un examen terminal. Les notes sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire de l'enseignement.

9.2. Contrôle continu : Le contrôle continu repose sur un minimum de deux notes pour le semestre. Les épreuves peuvent être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Une moyenne de 0 obtenue au contrôle continu d'un EC est éliminatoire.

9.3 Examen terminal : L'examen terminal est sanctionné par des épreuves écrites. Toute absence à l'une des épreuves de l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné. La note 0 est éliminatoire. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la Scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10 Modalités d'évaluation de la deuxième session

10.1 Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les EC sanctionnés par un examen terminal, qui leur auraient fait défaut lors de la première session.

10.2 Les EC évalués par un contrôle continu ne peuvent faire l'objet d'une session de rattrapage.

10.3 Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note inférieure à la moyenne en première session. Lorsque l'UE est validée, aucune épreuve de rattrapage n'est organisée pour les EC dont la note est inférieure à la moyenne.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage, les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la première session.

10.4 Les notes au-dessus de la moyenne obtenues aux examens terminaux de la première session sont conservées pour la session de rattrapage. L'étudiant ne peut présenter à la seconde session que la ou les épreuves portant sur les EC non validés. Les notes de la session de rattrapage remplacent et annulent celles obtenues en première session.

10.5 La durée et la forme des épreuves de cette session peuvent être différentes de celles de la première session.

ARTICLE 11 Reconnaissance de l'engagement étudiant

11.1 Les compétences, connaissances et aptitudes acquises dans l'exercice des activités mentionnées à l'article L.611-9 du code de l'éducation donnent lieu à validation, sur la base de leur conformité avec celles attendues dans le cadre de la formation.

11.2 Sur demande de l'étudiant, des aménagements dans l'organisation et le déroulement des études et des examens pourront être organisés afin de concilier l'exercice de ces activités avec la poursuite de ses études. Selon les besoins, ils pourront porter sur l'emploi du temps, les modalités de contrôle des connaissances, la durée du cursus d'études ou prendre toute autre forme laissée à l'appréciation du responsable de formation. Ces aménagements sont formalisés dans un document écrit signé par l'étudiant et le chef d'établissement.

11.3 La validation s'accompagne d'une inscription dans l'annexe descriptive au diplôme.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12 Condition de validation des semestres

12.1 La validation de la seconde année du Master emporte l'acquisition de 60 crédits européens correspondants (ECTS). Elle repose sur la validation des deux semestres qui le composent et qui emportent respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

12.2. Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant a obtenu la moyenne à chacun des EC qui le composent, soit un total égal ou supérieur à 300 points.

► Par compensation :

Un semestre peut également être acquis par compensation, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC qui le composent. Les coefficients utilisés pour le calcul de la moyenne correspondent alors au nombre de crédits affectés à chaque EC.

La compensation peut également être effectuée entre les 2 semestres, sans note éliminatoire, sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des EC, soit un total égal ou supérieur à 600 points. Les coefficients nécessaires au calcul de cette moyenne correspondent au nombre de crédits européens (ECTS) affectés à chaque EC.

ARTICLE 13 **Délivrance du diplôme**

Le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse nomme le Président et les membres du jury. Le jury se prononce sur l'acquisition des unités d'enseignement ainsi que sur la validation de chaque semestre et la validation du Master.

Lors de la délibération, le jury peut accorder des points de jury.

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme donne lieu aux mentions suivantes :

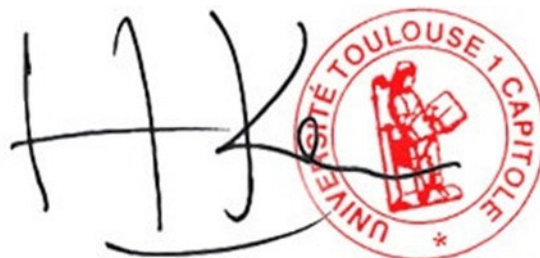
- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14 **Modification du présent arrêté**

Toute modification au présent arrêté fait l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

Fait à Toulouse, le 21 juin 2022

Le Président de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire



Hugues KENFACK

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Correspondances entre enseignements

MASTER 2 MENTION SCIENCE POLITIQUE PARCOURS GOUVERNANCE DES RELATIONS INTERNATIONALES (GRI)

SEMESTRE 1	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Total Points enseignements	
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX	La gouvernance internationale	Obligatoire	4	20		Contrôle terminal	80	240
	Droit du commerce international	Obligatoire	3	20		Contrôle terminal	80	
	Droit international pénal	Obligatoire	3	20		Contrôle terminal	80	
UE2 ENSEIGNEMENTS DE SPECIALITES	Pratiques du plaidoyer	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	360
	Environnement et relations internationales	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Approche multiscalaire de l'Europe (en FOAD)	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
	Questions internationales	Obligatoire	2	10		Contrôle continu	40	
	Sociétés civiles et sécurité humaine	Obligatoire	4	20		Contrôle continu	80	
UE 3 SOCLE COMMUN	Anglais	Obligatoire	2	-	20	Contrôle continu	80	80
TOTAL SEMESTRE 1	Total credits et heures enseignements semestre 1		30	150	20		680	
SEMESTRE 2	Enseignements	Statut (obligatoire, à choix...)	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Total Points enseignements	
UE4 REDACTION D'UN MÉMOIRE	Option 1. Mémoire de recherche							400
	Mémoire recherche	Obligatoire	12			Contrôle continu	240	
	Soutenance	Obligatoire	8			Contrôle continu	160	
	Total option 1		20				400	
	Option 2. Mémoire professionnel							
	Mémoire professionnel	Obligatoire	20			Contrôle continu	400	

UE5 ENJEUX ET PRATIQUE DE L'INTERNATIONAL	Option 1. Parcours professionnalisant						
	Gestion de crises humanitaires, luttes contre les inégalités sanitaires, sociales et environnementales	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	5	20		Contrôle continu	100
	Négociations internationales	Obligatoire étudiants mémoire professionnel	5	20		Contrôle continu	100
	Option 2. Recherche						
	Méthode des sciences sociales	Obligatoire étudiants mémoire recherche	5	20		Contrôle continu	100
	Sociologie politique approfondie	Obligatoire étudiants mémoire recherche	5	20		Contrôle continu	100
			200				
TOTAL SEMESTRE 2	Total crédits et heures enseignement semestre 2		30	40	0		600
TOTAL ANNEE	CREDITS et HEURES ENSEIGNEMENTS		60	170	20		1200

Master Droit, Économie, Gestion
Mention Science Politique
Parcours type Gouvernance des Relations Internationales
Année universitaire 2022/2023

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE TOULOUSE

Vous trouverez ci-dessous une correspondance entre les éléments des années précédentes et la nouvelle maquette du master Droit, Economie, Gestion mention Science Politique parcours type Gouvernance des relations internationales.

Matières acquises en 2019-2020	Correspondances dans la nouvelle maquette
La gouvernance internationale	La gouvernance internationale
Environnement et relations internationales	Environnement et relations internationales
Normative power of international organizations	L'action internationale
Management et gestion de projet à l'international	////////////////////////////////
Action culturelle internationale	////////////////////////////////
Sociétés civiles et organisations internationales	Sociétés civiles et organisations internationales
Anglais	Anglais
Insertion professionnelle	////////////////////////////////
Techniques de la recherche	////////////////////////////////
Mémoire recherche	Mémoire recherche
Soutenance	Soutenance
Mémoire professionnalisant	Mémoire professionnalisant
Approche multiscalaire de l'Europe	Approche multiscalaire de l'Europe
Questions internationales	Questions internationales
Pratique du plaidoyer	Pratique du plaidoyer
Pratique professionnelle : simulation de négociation internationale sur le climat	Négociations internationales (1)
Pratique professionnelle : négociations internationales	Négociations internationales (2)
Méthode de la recherche en sociologie politique internationale	Méthodes des sciences sociales
Participation à la vie de la recherche	Sociologie politique approfondie